



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 28/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ESTIA RESEAUX DE CHALEUR**

6 rue des Trézelots  
BP 7  
54425 Pulnoy

Références : SPRA-PRA-25-L-106  
Code AIOT : 0006200472

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2025 dans l'établissement ESTIA RESEAUX DE CHALEUR implanté 28 rue Joseph Florentin 54000 Nancy. L'inspection a été annoncée le 24/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite fait suite aux précédents contrôles réalisés par l'Inspection de l'environnement 2022 et 2023 sur le suivi en service des équipements sous pression au sein de la chaufferie urbaine. Suite à ceux-ci, une demande d'action corrective a notamment été formulée par l'Inspection par courrier du 7 août 2023.

L'objet de la visite est de s'assurer du respect des échéances susmentionnées par l'exploitant des équipements sous pression.

Le référentiel de contrôle est le suivant :

- code de l'environnement,
- arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ESTIA RESEAUX DE CHALEUR
- 28 rue Joseph Florentin 54000 Nancy
- Code AIOT : 0006200472
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ESTIA RESEAUX DE CHALEUR, dont le siège se situe 6 rue des Trézelots à PULNOY, est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une chaufferie urbaine ainsi qu'une installation de cogénération au 28, rue Joseph Florentin à NANCY (54000), par arrêté préfectoral n°2020/1432 du 22 décembre 2020. Elle est autorisée au titre de la rubrique n°3110 de la nomenclature des installations classées.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

**Thèmes de l'inspection :**

- Équipement sous pression

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suivi du réservoir de gaz naturel référencé D20-034	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 14 (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Conditions d'utilisation du réservoir de gaz naturel référencé D20-034	Code de l'environnement du 28/12/2016, article Article R557-14-2 (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Accessoire de sécurité des équipements véhiculant du gaz naturel à 15 bar	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3-I (partiel)	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Vérification des accessoires	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 16-II (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	de sécurité de la tuyauterie de gaz naturel			
5	Mode de dégradation de la tuyauterie enterrée de gaz naturel	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 16-III (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Risque relatif à la végétation	Code de l'environnement du 02/12/2015, article L. 557-56	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection en objet a porté par sondage sur le suivi des échéances relatives au suivi en service des équipements sous pression exploités par la société ESTIA RESEAUX DE CHALEUR SAS au sein de la chaufferie urbaine Florentin située sur le territoire de la commune de NANCY (54000).

Les constats faits par l'inspection de l'environnement ont mis en évidence plusieurs non conformités. Au regard des ces constats, l'Inspection propose à Madame le préfet de la Meurthe-et-Moselle de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative au regard de la réglementation relative aux produits et équipements à risque.

Le contexte, les constats et leur analyse sont exposés dans les fiches de constat du présent rapport.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Suivi du réservoir de gaz naturel référencé D20-034**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 14 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b>

**Article 14 (partiel) de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples :**

I. - Lorsque l'équipement ne fait pas l'objet d'un plan d'inspection tel que prévu au chapitre I, son suivi en service comporte les inspections périodiques et les requalifications périodiques définies au présent chapitre [...].

II. - Sont soumis aux requalifications périodiques les récipients [...] mentionnés à l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement [...].

**Article R. 557-14-1 (partiel) du code de l'environnement :**

I. - Les dispositions de la présente section s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression, [...] qui relèvent d'un au moins des points 1° à 6° ci-après :

1° Les récipients destinés à contenir un gaz du groupe 1 dont le produit  $PS \times V$  de la pression maximale admissible  $PS$  par le volume  $V$  est supérieur à 50 bars. litres, à l'exception de ceux pour lesquels  $V$  est au plus égal à un litre et  $PS$  au plus égale à 200 bars [...].

**Article 15-I (partiel) de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples :**

L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à [...] 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. [...]

**Article 16-II (partiel) de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples :**

L'inspection périodique comprend : [...]

- une vérification intérieure dans le cas [...] des récipients sauf si la précédente vérification intérieure a eu lieu moins de deux ans auparavant et qu'il ne s'agit pas d'une inspection périodique associée à la requalification périodique. [...]

**Fiche CLAP n°X014 (partiel) version 1 du 8 janvier 2016 relative à la définition des accessoires sous pression :**

Selon la définition (voir article 2 paragraphe 5), un accessoire sous pression est un dispositif ayant une fonction opérationnelle et une enveloppe résistant à la pression identifiable, c'est à dire que le dispositif a une fonction supplémentaire par rapport à celle de résister à la pression.

L'accessoire sous pression peut être fixé sur un autre équipement sous pression, par exemple par boulonnage, brasage tendre ou soudage. Un accessoire sous pression a une fonction opérationnelle spécifique (ou plusieurs) qui peut-être par exemple : une mesure, une modification des caractéristiques mécaniques du flux de fluide, un prélèvement d'échantillon, une élimination d'impuretés ou de gaz. [...]

**Constats :**

L'exploitant identifie, au sein du programme de contrôle de la tuyauterie de gaz naturel

<p>"Alimentation GN Cogénération" approuvé le 9 novembre 2022, un accessoire de diamètre nominal 800 et de pression de service 15 bar (numéro de fabrication D20-034, année de construction 2020, fabricant 2 ERT EST). Cet équipement n'a aucun rôle opérationnel et doit donc être considéré comme un récipient soumis à requalification périodique et non comme une tuyauterie soumise à inspection périodique comme c'est le cas actuellement par l'exploitant.</p> <p>La dernière inspection périodique de l'équipement a été réalisée par l'APAVE le 13 octobre 2023 selon le programme de contrôle "Alimentation GN Cogénération" du 9 novembre 2022. Celui-ci n'a pas prévu de vérification intérieure du récipient susmentionné.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 2 : Conditions d'utilisation du réservoir de gaz naturel référencé D20-034**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2016, article Article R557-14-2 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant s'assure que les conditions d'utilisation des équipements sont conformes à celles pour lesquelles ils ont été conçus et fabriqués. En particulier, les conditions d'installation, de mise en service, d'utilisation et de maintenance définies par le fabricant et figurant sur les équipements ou la notice d'instructions selon les cas des équipements [...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu la notice d'instructions et de maintenance du 18 mars 2020 de la société 2ERTEst de la tuyauterie de gaz naturel de diamètre nominal 80 et de pression de service 15 bar ainsi que du récipient associé numéro de fabrication D20-034 de diamètre nominal 800 et de pression de service 15 bar.</p> <p>L'Inspection note que la notice susmentionnée mentionne que les équipements sont prévus pour un fonctionnement de 7000 cycles de pleine amplitude. Elle demande par ailleurs que l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réalise périodiquement une inspection interne de la tuyauterie de gaz naturel à l'aide d'un endoscope,</li> <li>- installe sur l'équipement un accessoire de sécurité.</li> </ul> <p>Or, l'Inspection constate que ni la tuyauterie ni le récipient susmentionné ne disposent d'un accessoire de sécurité. De même, le programme de contrôle de la tuyauterie ne prévoit pas de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- suivi des cycles de pleine amplitude de l'équipement,</li> <li>- contrôle interne à l'aide d'un endoscope.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 3 : Accessoire de sécurité des équipements véhiculant du gaz naturel à 15 bar**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3-I (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. [...]
<b>Constats :</b>  L'Inspection constate que le réservoir de gaz naturel numéro de fabrication D20-034, année de construction 2020, fabricant 2 ERT EST ainsi que la tuyauterie de diamètre nominal 80 associée disposent d'une pression de service de 15 bar et que leur notice demande la mise en place d'une accessoire de sécurité par l'exploitant.  Or, les équipements susmentionnés ne disposent pas d'un tel accessoire. De même, le compte rendu d'inspection périodique d'équipement sous pression de l'APAVE n°397362 du 13 octobre 2023 relatif à la tuyauterie de gaz naturel et à ce réservoir, considéré comme un accessoire de tuyauterie, mentionne que ceux-ci sont protégés par un accessoire de sécurité à 16 bar situé côté GRDF.  A noter que le programme de contrôle de la tuyauterie susmentionnée référencé "Alimentation GN Cogénération" du 9 novembre 2022 précise que celle-ci dispose d'une pression de service de 16 bar. Cette pression n'est pas conforme à celle mentionnée dans le dossier de l'équipement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra corriger la pression de service mentionnée au sein de son programme de contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Vérification des accessoires de sécurité de la tuyauterie de gaz naturel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 16-II (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 16-II (partiel) de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples :</u> L'inspection périodique comprend : [...] - une vérification des accessoires de sécurité ; [...]
<b>Article 22 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié relatif au suivi en service des</b>

**équipements sous pression et des récipients à pression simples :**

La vérification des accessoires de sécurité comporte les opérations suivantes :

- a) La vérification, en accord avec les états descriptifs, le cas échéant mis à jour, ou la notice d'instructions des équipements, montrant que les accessoires de sécurité présents sont ceux d'origine ou assurent une protection au moins équivalente, et la vérification de la réalisation des contrôles prévus le cas échéant par la notice d'instructions ;
- b) La réalisation, en accord avec le processus industriel et les fluides mis en œuvre, d'un contrôle de l'état des éléments fonctionnels des accessoires de sécurité ou d'un essai de manœuvrabilité adapté montrant qu'ils sont aptes à assurer leur fonction avec un niveau de sécurité compatible avec les conditions d'exploitation prévues ;
- c) La vérification de l'absence d'obstacles susceptibles d'entraver le fonctionnement des accessoires de sécurité ;
- d) Pour les équipements sous pression dont le produit de la pression maximale admissible en bars par le volume en litres excède 3 000 bar.1, le retarage des soupapes de sécurité ou leur remplacement par un accessoire de sécurité assurant la même protection ;
- e) L'examen visuel, ainsi que la vérification du fonctionnement et du réglage des dispositifs comprenant un organe de mesure ou de détection pilotant une fonction d'intervention ou de coupure et de verrouillage permettant de prévenir le dépassement d'une limite admissible, si l'un de ces dispositifs est présent. L'examen visuel permet de s'assurer que la dernière vérification de ces dispositifs effectuée lors de la dernière inspection périodique est satisfaisante ;
- f) Les soupapes des équipements dispensés de vérification intérieure ne font l'objet que d'un examen visuel extérieur sans dépose ni démontage ;
- g) L'examen des disques de rupture et des certificats les accompagnant.

**Constats :**

Le compte rendu d'inspection périodique d'équipement sous pression de l'APAVE n°397362 du 13 octobre 2023 relatif à la tuyauterie de gaz naturel mentionne que ceux-ci sont protégés par un accessoire de sécurité à 16 bar situé côté GRDF. Cet accessoire n'a pas fait l'objet lors de l'inspection périodique d'une vérification comme prévue à l'article 22 de l'arrêté du 20 novembre 2017 susvisé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 5 : Mode de dégradation de la tuyauterie enterrée de gaz naturel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 16-III (partiel)

**Thème(s) :** Risques accidentels, Equipements sous pression

**Prescription contrôlée :**

L'inspection périodique est conduite en tenant compte :

- de la nature des dégradations susceptibles d'avoir une incidence sur la sécurité de l'exploitation de l'équipement ; [...]

**Constats :**

Lors de la visite, l'Inspection a consulté le programme de contrôle de la tuyauterie de gaz naturel

<p>"Alimentation GN Cogénération" approuvé par l'exploitant le 9 novembre 2022. Le programme de contrôle précise que la tuyauterie est de diamètre nominal 80 et d'une pression de service de 16 bar.</p> <p>L'Inspection constate que le programme de contrôle ne prévoit pas un examen visuel des interfaces air/sol des tuyauteries enterrées alors que ces points singuliers sont des zones particulièrement sensibles et propices à l'apparition de dégradations susceptibles d'engendrer des dommages spécifiques ou accentués par rapport à ceux constatés sur le tracé courant de la tuyauterie.</p> <p>De même, il prévoit un contrôle de l'état du revêtement de l'équipement enterré par une fouille. Or, dans le cas présent, la tuyauterie ne fait pas l'objet d'une protection cathodique. Aussi, la méthode de contrôle proposée par sondage n'est pas représentative et ne permet pas de tenir compte de la nature des dégradations susceptibles d'avoir une incidence sur la sécurité de l'exploitation de l'équipement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 6 : Risque relatif à la végétation**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/12/2015, article L. 557-56
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 31/05/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 22/08/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'autorité administrative compétente peut prescrire toute condition de vérification, d'entretien, d'expertise ou d'utilisation d'un produit ou d'un équipement en vue de remédier au risque constaté, aux frais de l'opérateur économique, de l'exploitant ou de l'utilisateur concerné.</p> <p>Elle peut également prescrire l'arrêt de l'exploitation du produit ou de l'équipement en cas de danger grave et imminent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente visite, il avait été constaté par l'Inspection de l'environnement la présence d'arbre au dessus de la tuyauterie enterrée de gaz naturel.</p> <p>Le jour de la visite, l'ensemble des arbres ont été coupés. L'Inspection a par ailleurs consulté le compte-rendu référencé GEB4/ESP/Florentin/Gaz/0923-1 du 29 septembre 2023 relatif au terrassement manuel au droit des souches pour vérification de l'état de l'isolant du réseau de gaz naturel. Celui-ci précise que le revêtement est en bon état et qu'il n'y pas de présence de racines</p>

à proximité de celui-ci.

Des protections anti-racines ont été posées par l'exploitant lors des rebouchage des fouilles.

**Type de suites proposées :** Sans suite